

# Notes sur un régime, une politique, une économie,

## Question d'appelation ou l'art de noyer le poisson

Un ancien calife persan déchu, nommé Ben Nadib, exerçait l'honorable profession de liftier dans un grand hôtel d'Istamboul. C'était simplement pour ramasser un peu d'argent de poche, car il tirait des revenus bien plus considérables d'une coupable activité qu'on nomme bourgeoisie proxénétisme. J.H. Parker, qui raconte cette histoire dans son très humoriste livre «Magic ideas to increase your sales», précise que les liftiers persans ont un peu la bosse du commerce, son habileté se manifestait brillamment dans l'idée particulière qu'il donnait de la «chose» suivant l'âge, la personnalité, la profession de chaque «clienté – touriste, industriel, homme politique, clergyman... Il vendait de l'ambiance, de l'oubli, des cures toniques, de l'apostolat, et en fait très peu sa marchandise, si nous osons risquer l'expression. Et c'est bien là que résidait son éminente qualification, non comme liftier dont J.H. Parker ne nous dit rien – mais comme commerçant: il offrait des idées sur mesure, avec toute la subtile psychologie orientale.

Si nous nous permettons ce rapprochement scabreux avec nos propres califes et leurs préoccupations, c'est que le chef-d'œuvre de «l'action psychologique» gaulliste était justement de trouver des noms différents à la «chose» que nous nous obstinons, avec toutes les «nuances» pour les puristes, à appeler fascisme.

C'est donc une simple affaire d'aiguillage que d'orienter le désespoir des masses – et aussi leur dynamisme – dans l'un ou

l'autre sens: socialisme ou fascisme – ou encore vers une synthèse selon le dosage que l'on voudra (en Allemagne, on avait appelé cela national-socialisme) et compenser ainsi le mécontentement économique (pour la classe ouvrière) ou les complexes d'infériorité sociale (pour la petite bourgeoisie, par une surexcitation de l'amour-propre national, de l'envie d'un changement radical, de l'instinct combatif et des «émotions héroïques»...

Mais s'il est vrai que la crise économique et les déceptions politiques ont amené au gaullisme le gros des masses électorales, il est également vrai qu'elles ne lui ont pas amené ses idées: celles-ci étaient déjà formulées et cristallisées auparavant, indépendamment de la conjoncture du moment. Il s'agissait surtout de choisir bien le moment où les masses populaires se laisseraient détourner de la lutte contre leur propre misère – par les manifestations exhibitionnistes pour leur amour-propre «national» – qu'on leur a servi à la place de la nourriture qui leur manquait, des logements qu'ils attendaient dans les bidonvilles (voir ci-dessus l'histoire édifiante de Ben Nadib...).

## **Les constitutions passent**

Mais il nous reste, après le départ hâtif de la dernière (?)

– l'extension de la zone d'influence de l'État dans tous les domaines de la vie et notamment sur le plan économique et social.

– une augmentation correspondante, en nombre et en puissance, de la bureaucratie à tous les échelons.

– la «militarisation» et l'introduction d'organisations fascistes dans le personnel de l'administration, surtout policière, judiciaire et de propagande (radio, presse, T.V...).

– un renforcement, encore plus marqué dans la pratique que dans le texte de la Constitution, du pouvoir exécutif par rapport aux autres pouvoirs.

Et, comme dans tous les régimes fascistes, la caractéristique la plus évidente du gaullisme, c'est son nationalisme et ses liens avec le grand capital. Tous les autres éléments de l'idéologie fasciste en découlent. Par où que l'on envisage ce phénomène, on trouve ces deux éléments et, aussi, qu'il est loin d'être une espèce d'accident historique.

## **Pouvoir politique et intérêt économique ou les causes du malaise**

Chaque grande période de l'évolution économique est caractérisée par un élargissement du circuit où se déroulent les opérations essentielles. C'est ainsi que l'économie villageoise a succédé à l'économie domestique fermée, pour être remplacée par l'économie urbaine, puis nationale, qui, à son tour, est en train de faire place à l'économie mondiale. «En train», car la superstructure politique (États nationaux) n'est pas adaptée à l'infrastructure économique du marché mondial, ce qui paraît anachronique dans un monde soumis par le capitalisme à un régime économique de plus en plus uniforme sous l'influence croissante et l'action monopolisatrice de grands groupements financiers. La saturation progressive des marchés, le désir croissant de peuples coloniaux de se rendre indépendants, l'industrialisation des pays agraires, les luttes entre impérialismes concurrents à coup de monnaies dévaluées – quand ce n'est pas à coup de canons – l'aggravation conséquente du chômage et de la sous-consommation, tout cela est assez connu pour qu'un simple rappel des traits principaux de cette évolution puisse nous suffire.

La cause, il faut la chercher dans les contradictions internes, dans les heurts d'intérêts économiques qui

caractérisent l'économie capitaliste: la concurrence aboutissant à sa négation: le monopole; une productivité industrielle sans cesse accrue et une capacité de consommation de plus en plus insuffisante; l'utilisation rationalisée des forces productives poussée à l'extrême et des dizaines de millions de travailleurs condamnés au chômage chronique; des moyens de communication de plus en plus perfectionnés, mais les États des deux blocs s'isolant de plus en plus les uns des autres, en attendant de se jeter les uns sur les autres.

Mais quand on parle du «malaise français», il faudrait tout d'abord noter – car cela est à la base de la «déchéance nationale» – que la France est entrée dans sa vingtième année de guerre ininterrompue. Voici la répartition de ce suicide collectif:

- 1939: 3 septembre au 25 juin 40: guerre mondiale, occupation.
- 1940: 18 juin au 7 mai 45 reprise: FFL, FFI, troupes vichystes, FTP etc.
- 1945: 9 mars au 20 juillet 54: guerre d'Indochine.
- 1947: Insurrection de Madagascar (répression 9 mois).
- 1950: 20 novembre au 27 juillet 53: participation à la guerre de Corée.
- 1952: Guerre coloniale généralisée en Afrique du Nord.
- 1956: Raid franco-anglais (initiative française) sur Suez.
- 1959: Guerre d'Algérie non encore terminée.

Pour conclure un tel paragraphe, on notera que la commission des Nations-Unis pour l'Europe estimait, à Genève, d'après ses sources, que la guerre d'Algérie coûtait à la France 700

milliards de francs par an de perte de production civile avec répercussion de la guerre sur la balance française des paiements de l'ordre de 250 milliards par an. À quoi s'ajoutent 300 milliards de dépenses «exceptionnelles» en plus des débours «normaux» du coût strictement militaire de cette guerre.

Nous ne chicanerons pas sur des chiffres, qui ne doivent être considérés que comme indicatifs.

Toutefois, nous rappellerons que déjà le gouvernement Mollet avait évalué le coût d'un soldat à un million de francs par an et qu'ils sont quelque 1.200.000 hommes en France et dans les colonies...

## **Une histoire qui vaut de l'or.**

Nos lecteurs nous excuseront si nous citons, pour une fois, monsieur Edgar Faure:

«Si nous entrons dans le marché commun avec une économie malade, je ne dis pas que nous en périrons, mais nous n'en guérirons certainement pas...»

C'est depuis le 1<sup>er</sup> janvier chose faite. L'entreprise considérable qui touche 165 millions de consommateurs a démarré avec l'année nouvelle.

Elle a déplacé certains problèmes, en a créé quelques autres nouveaux, mais n'en a résolu aucun. En fin de compte, l'Europe se trouve devant une situation aussi inextricable qu'en 1939.

Il ne saurait être question d'analyser ici les nombreuses mesures «ordonnancées» depuis l'an nouveau en vue de rendre possible la libération des échanges et de mettre l'économie française en état de mieux supporter la concurrence de ses partenaires. Les décisions les plus spectaculaires concernent la monnaie et les échanges extérieurs. Le franc. est dévalué

de 15%, le cours officiel du dollar passant de 420 à 493,7Fr (soi + 17,55%). En même temps que la dévaluation ont été prises de nombreuses mesures qui vont provoquer un mouvement de hausse de prix (essence 3%, tabac 15 à 25%, vin 10%, P.T.T. 10%, charbon 10%, S.N.C.F. 17%, etc.). De plus, le franc est devenu convertible, mais ce terme de convertibilité ne doit pas faire illusion. Il ne s'agit en aucune façon d'autoriser la conversion automatique du franc en or ni même en devises: elle est réservée aux non-résidents et ne s'étend qu'aux transactions courantes (et pas aux mouvements de capitaux).

L'ensemble des décisions concernant la monnaie est enfin complété par une ordonnance créant une nouvelle unité monétaire, le «franc lourd», valant 100Fr actuels. Cette création ne changera rien à l'échelle existante des prix et des revenus et son intérêt pratique est assez mince. Elle permettra, dit-on, d'alléger de deux zéro les comptabilités... En fait, l'objectif semble bien être uniquement d'ordre psychologique (encore l'histoire de Ben Nadib) le franc-lourd sera une monnaie «respectable» (le dollar vaut seulement 4,9Fr) et l'on paraît compter sur cette impression pour contribuer à restaurer l'esprit d'épargne et empêcher la fuite des capitaux. Les phénomènes psychologiques, rationnels ou non, ont une grande importance en matière monétaire, mais sans doute il n'y a là qu'une illusion...

## **Le mythe du «redressement» à succédé à celui de «l'expansion sans inflation».**

Dans les conditions actuelles c'est véritablement un bluff pur et simple que de parler d'un redressement. Mais, à en croire notre brillant ministre des finances, c'est la tension sociale, qui va grandissant, qui remet tout en question. En effet, lorsqu'on fait allusion à la crise de paiements extérieurs de la France, c'est uniquement dans ce contexte

qu'on la place, en faisant ressortir que toute retraite sur le terrain des salaires aggraverait la situation sur les marchés extérieurs et effacerait les résultats acquis par l'«audacieuse» politique du général-Président. C'est ainsi qu'on exige de la part de masses populaires, des sacrifices d'une importance qui n'eût certainement pas été acceptée dans un régime parlementaire de type classique. L'austérité qui s'imposait déjà à l'économie française par suite des charges qui pèsent sur elle (Algérie en particulier), doit devenir en effet plus sévère dans la mesure où les protections contre la concurrence étrangère sont assouplies.

L'ensemble des mesures prises constitue un tout assez cohérent, dont le résultat final, inéluctable, ne peut être que la baisse du niveau de vie de la population. Car cette grande foire du marché commun reposera exclusivement sur les nouvelles privations imposées aux masses. Ainsi se trouverait mis en place non pas les éléments d'un «redressement français» absolument incompatible, du reste avec le principe même de normalisation du marché commun, mais bien cet abaissement social propre à y aligner les prix «concurrentiels». C'est donc aux frais exclusifs du monde du travail, qu'aura pu être résolue une des tâches les plus difficiles pour les capitalistes français: pouvoir ramener, tout en sauvegardant le taux de rentabilité des entreprises, le coût de leurs fabrications à des niveaux compatibles avec la prochaine absorption par le marché commun. Mais, contrairement à l'opinion du grand public, ce marché, après le premier alignement de prix, ne sera pas concurrentiel (il n'y a que dans la petite tête des épiciers français qu'il «va falloir affronter les Boches!», une sorte de Verdun économique). Au contraire, le marché commun se présente comme un marché des ententes entre les «grands» et de spécialisation très poussée pour les «petits». Ces phénomènes ne sont d'ailleurs que les manifestations sur le plan européen d'une évolution intrinsèque du régime capitaliste dans chaque pays signataire du marché et ils caractérisent le passage du stade de libre

concurrence à celui du monopole dans l'économie hautement industrialisée.

L'internationalisme, la solidarité du prolétariat européen vont-ils provoquer la réaction spontanée – tout au moins économique – à l'internationalisme du capital?

Paul Zorkine